



Les rapports annuels 2004 du Groupe BANK OF AFRICA présentent une partie des équipes qui ont fait et font, du Groupe BANK OF AFRICA ce qu'il est aujourd'hui : l'un des groupes bancaires les plus dynamiques implantés en Afrique subsaharienne. Unies par des valeurs communes, toutes résolument impliquées dans la satisfaction de la clientèle et la réussite du Groupe, elles font la fierté de celui-ci, qui souhaite ici leur rendre hommage.

Les responsables et le personnel de la Direction Générale et de ses départements. M. Lassus Lalanne Directeur Général, de la BOA-MALI n'est pas présent sur la photo. En arrière plan: le siège de la banque.

Photo réalisée en avril 2005, par Alioune Ba. © BOA.

Le mot du Directeur Général



L'exercice 2004 s'est achevé pour la BANK OF AFRICA - MALI (BOA-MALI) avec un taux de croissance du Produit Net Bancaire (PNB) de 11,6 %, dépassant ainsi les objectifs fixés pour l'année échue dans le cadre du Plan de Développement Triennal 2004-2006.

Cette croissance résulte pour l'essentiel de l'évolution de +36,4 % des intérêts reçus de la clientèle.

En effet, l'exercice 2004 a été marqué par la mise en place d'importants financements à l'économie. Cette politique de développement, ciblée et maîtrisée en termes de risques, concerne pour l'essentiel des clients de 1ère catégorie et correspond aux orientations fixées en début d'exercice par le Conseil d'Administration.

Les dépôts de la clientèle ont progressé de 2,13 % par rapport à l'exercice précédent pour atteindre 74 077 millions de F CFA au 31 décembre 2004 et 3 906 nouveaux comptes ont été ouverts cette année, portant ainsi le nombre de comptes actifs à 48 734 à fin 2004.

Les efforts de tous en matière de maîtrise des frais généraux ont permis la réalisation d'un résultat d'exploitation avant dotations aux provisions de 2 007 millions de F CFA, en évolution de +11,4 % par rapport à celui de 2003.

Le poids du passé, couplé au souci de respecter strictement la réglementation bancaire en matière de provisionnement des créances douteuses, ramène notre résultat net à 35 millions de F CFA en fin d'exercice 2004.

Concomitamment à ces importants efforts, la Banque s'est dotée de structures et d'outils indispensables à son développement :

- création d'un service Pré-Contentieux en juin 2004,
- travaux d'aménagement d'une nouvelle Agence à Bamako,
- acquisition d'un système de communication par satellites -voix/données-,
- ouverture à Paris dans les locaux du bureau de représentation d'un guichet bancaire en collaboration avec la Compagnie de Banques Internationales de Paris (CBIP).

La qualité des services et de l'accueil de la clientèle est restée l'exigence première dans les actions quotidiennes de l'ensemble des collaborateurs de la Banque qu'il convient encore de féliciter.

La BANK OF AFRICA - MALI poursuivra en 2005 la politique de consolidation de sa structure financière et l'amélioration de la qualité de son portefeuille tout en se rapprochant de sa clientèle, notamment par l'ouverture de nouvelles agences.

Christophe LASSUS-LALANNE

Directeur Général

Faits marquants

Exercice 2004

Mars

- Prise de fonction d'un nouveau Directeur Général.

Avril

- Participation à Dakar aux Rencontres BANK OF AFRICA 2004 pour les cadres du Réseau.

Juin

- Démarrage de la première campagne de «prêts scolaires».

Juillet

- Mise en place d'un nouveau service de transfert rapide d'argent avec la société américaine BHD SERVICE.

Septembre

- Ouverture de la nouvelle Agence de Paris.

Octobre

- Installation d'une nouvelle version du progiciel bancaire DELTA, notamment pour l'accueil du projet Système Interbancaire de Compensation Automatisée (SICA) de la BCEAO.
- Démarrage du chantier d'interconnexion satellitaire pour les différents sites de la Banque.

Novembre

- Lancement des travaux d'aménagement d'une nouvelle Agence à Bamako.

Décembre

- Participation à Niamey aux Rencontres BANK OF AFRICA 2004 pour les Administrateurs du Réseau.

Chiffres clés

Activité	
Dépôts clientèle *	74 042
Créances clientèle *	54 551
Résultat	
Produit Net Bancaire *	6 605
Charges de fonctionnement *	4 022
Résultat Brut d'Exploitation *	2 059
Résultat Net *	35
Coefficient d'exploitation (%)	68,8

Structure	
Total Bilan *	92 688
Fonds Propres après répartition *	4 569
Fonds Propres/Total Bilan (%)	4,9
Effectif moyen pendant l'exercice	154

Au 31/12/2004

(*) En millions de F CFA

Composition du Conseil d'Administration

Le Conseil d'Administration, de 11 membres, est actuellement composé comme suit :

- M. Boureima SYLLA, Président
- M. Mamadou Amadou AW
- M. Paul DERREUMAUX
- M. Mossadeck BALLY
- M. Dama SOUKOUNA
- M. Francis SUEUR
- M. Alpha Hampaté GAMBY
- M. Serge KAPNIST
- M. Tidiani KOUMA
- M. Ernest RICHARD
- M. Mamadou MAIGA, AFRICAN FINANCIAL HOLDING (AFH)

Répartition du capital

Au 31 décembre 2004, la répartition du capital s'établit comme suit :

AFRICAN FINANCIAL HOLDING (AFH)	46 %
Actionnaires privés nationaux	42,1 %
ATTICA S.A.	3,2 %
Autres	8,7 %

Rapport du Conseil d'Administration

à l'assemblée générale des actionnaires du 30 avril 2005 pour l'exercice social 2004.

Le cadre économique et financier de l'exercice 2004

L'environnement économique international a été marqué en fin de période 2004 par :

- **l'accentuation des tensions** sur les cours du pétrole qui ont franchi à plusieurs reprises des records historiques,
- **les bonnes performances** de l'économie mondiale dont le taux de croissance de 5,0 % se révèle être le plus élevé des trente dernières années,
- **l'accroissement sur les marchés financiers** de la plupart des indices boursiers, et le maintien, sans changement jusqu'en décembre 2004, des taux directeurs des Banques Centrales, à l'exception de la Réserve Fédérale américaine qui a relevé ses taux à 6 reprises depuis juin 2004,
- **l'appréciation, sur le marché des changes,** de l'Euro vis-à-vis des principales devises, notamment le Dollar des États-Unis,
- **l'affirmation des États Unis et de la Chine** comme étant les principaux moteurs de ce redressement économique avec respectivement 4,4 % et 9 % de croissance en moyenne annuelle.

Au sein de l'Union Économique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA), la conjoncture économique et financière a été marquée par :

- **la bonne tenue de la production industrielle** dans la plupart des pays, en particulier celle des industries manufacturières ainsi que par une embellie de l'activité commerciale,
- **la pluviométrie peu favorable,** tant du point de vue de la répartition que de la quantité, et les incursions de criquets pèlerins dans cinq États membres affectant notablement les résultats de la campagne agricole 2004-2005,
- **la hausse de 8,4 % des indices boursiers** BRVM10 et BRVM composite.

Au Mali, le Produit Intérieur Brut (PIB) s'est déprécié en termes réels de 4,8 % contre une croissance de 5,8 % en 2003. Cette baisse s'explique principalement par :

- **le repli de l'indice de la production industrielle** qui est en recul de 8,5 %, en liaison notamment avec les contre performances des industries extractives,
- **une diminution de la production vivrière de 21,8 %** par rapport à la campagne précédente. La baisse de l'indice global a toutefois été atténuée par :

- **la hausse de 17,9 % de la productivité** du secteur manufacturier, en liaison notamment avec la bonne tenue des industries agroalimentaires et textiles, qui ont crû respectivement de 17,8 % et 25,1 % ;
- **la progression de 18,4 %** du sous indice de la production et de la distribution d'électricité, de gaz et d'eau.

Le taux de l'inflation, qui n'a cessé de progresser depuis le mois de janvier, s'est finalement situé en fin 2004 à +1,5 % contre -5 % en 2003.

Cette évolution est essentiellement liée à la composante alimentaire qui a enregistré une évolution négative de 3,4 %. La baisse des prix des céréales et des légumes frais au Mali explique la détente des prix des produits alimentaires.

Au niveau des finances publiques, les opérations financières de l'État réalisées à fin décembre 2004 se sont soldées par un déficit, base engagements, hors dons, de 183,8 milliards de F CFA -7,2 % du PIB- contre 129,6 milliards de F CFA un an plus tôt. Cette situation s'explique par un accroissement des dépenses budgétaires, dans un contexte de progression modérée des recettes induites par l'atonie de l'activité économique. En effet :

- **les recettes budgétaires se sont accrues de 3,9 %** pour s'établir à 451,4 milliards de F CFA, du fait essentiellement des recettes fiscales. Celles-ci se sont élevées à 390,0 milliards de F CFA, en hausse de 7,8 % d'une année à l'autre. Les recettes non fiscales se sont, pour leur part, repliées de 11,2 milliards de F CFA d'une année à l'autre et se sont établies finalement à 61,4 milliards de F CFA à fin décembre 2004 ;
- **les dépenses totales et prêts nets** ont atteint, pour leur part, 601,6 milliards de F CFA contre 530 milliards de F CFA un an auparavant, soit une hausse de 13,4 %. Cette évolution est imputable, d'une part, aux dépenses en capital qui se sont accrues de 33,1 % pour se chiffrer à 258,0 milliards de F CFA et, d'autre part, aux dépenses courantes qui ont augmenté de 7,9 % pour s'établir à 343,6 milliards de F CFA.

L'encours de la dette publique extérieure par rapport au PIB baisse légèrement en 2004 à 65,5 % contre 68,2 % en 2003.

La balance commerciale est déficitaire de 35,2 milliards de F CFA pour l'année 2003 contre un excédent de 14,07 milliards de F CFA en 2004.

Les exportations de biens (FOB) s'élèvent à 560,4 milliards de F CFA contre 595,6 milliards de F CFA de biens (FOB) importés.

Enfin, le Mali a conclu, le 23 juin 2004, un nouveau programme de 9,33 millions de Droits de Tirage Spéciaux (DTS) pour une durée de trois ans, le précédent étant arrivé à son terme le 5 août 2003.

Analyse des comptes de bilan et de résultat de l'exercice 2004

L'année 2004 s'est traduite par une progression tant du bilan que du Produit Net Bancaire (PNB).

Le total du bilan est ainsi passé de 89 206 millions de F CFA en 2003 à 92 688 millions de F CFA en 2004, ce qui représente une progression de 4 %.

Les dépôts de la clientèle évoluent faiblement de 1,3 %, passant de 73 162 millions de F CFA en 2003 à 74 042 millions de F CFA en 2004.

Malgré les fortes progressions de 12,7 % des dépôts à terme et de 4,1% des comptes épargne, la part des ressources non rémunérées par rapport au total des dépôts s'établit à 60 %, parfaitement en ligne avec les objectifs du Plan Triennal de Développement (PTD).

La faible évolution globale des ressources collectées est principalement imputable aux résultats de l'Agence Centrale de Bamako qui régresse de 1,7 % alors que, dans le même temps, les agences de province ont amélioré leur performance de +20,9 % et représentent désormais 25,3 % des ressources collectées contre 22,5 % en 2003.

Les dépôts d'épargne des Maliens de l'extérieur via le Bureau de Paris de la BANK OF AFRICA – MALI (BOAMALI) sont restés stables, l'accord de partenariat avec la Compagnie de Banques Internationales de Paris (CBIP) permettant d'offrir tous les services de caisse n'ayant pu être mis en oeuvre qu'en fin d'exercice 2004.

Les engagements de la clientèle ont, quant à eux, évolué de 43,3 milliards de F CFA au 31/12/03 à 54,6 milliards de F CFA au 31/12/04, soit +26,3 %. Cette progression est en ligne avec la politique volontariste de développement maîtrisée des risques, puisque l'évolution résulte essentiellement de la mise en place de crédits amortissables consentis à de grands groupes et assortis de garanties de valeur.

Par ailleurs, le niveau des engagements par signature est passé de 22,8 milliards de F CFA en 2003 à 17,0 milliards de F CFA à fin 2004, cette baisse ressortant essentiellement de la diminution des encours de cautions, elle-même provoquée par un désengagement progressif et constant depuis 2 ans du secteur des Bâtiments et Travaux Publics (BTP).

Enfin, les recouvrements contentieux de l'exercice 2004 ont atteint 1 405 millions de F CFA contre 1 515 millions de F CFA en 2003. Le taux de provisionnement est passé de 85 % à 66,2 %, en raison de la combinaison de 2 facteurs :

- **la passation en pertes de créances irrécouvrables**, totalement provisionnées pour un total de 1 581 millions de F CFA, minore de 6 points le ratio,
- **les créances déclassées** sont, en général, adossées à des garanties dont la valorisation et la liquidité permettent à la Banque de ne pas avoir à constituer des provisions immédiates lors du déclassement.

Afin de minorer le stock des créances immobilisées et impayées, tout en réduisant les transferts de créances en CDL, un service Précontentieux a été créé à la fin du mois de juin 2004.

Au cours du second semestre 2004, les travaux de cette équipe ont permis de récupérer un total de créances de 1 251 millions de F CFA.

Globalement, les produits d'exploitation s'établissent à 8 545 millions de F CFA, mais avec une évolution des produits d'intérêt de 24,2 % à 5 909 millions de F CFA et des produits de commissions de plus de 10,6 % à 2 635 millions de F CFA.

L'analyse de la ventilation des commissions montre que cette progression n'a concerné que le résultat de change.

Produits sur engagements par signature	-13,6 %
Commissions sur opérations	-3,3 %
Commissions de change	+128,8 %

Quant à l'évolution des produits d'intérêt perçus sur la clientèle, elle s'explique très logiquement par la progression des encours.

Le total des charges d'exploitation pour l'exercice 2004 s'élève à 5 961 millions de F CFA contre 4 792 millions de F CFA en 2003, soit une progression de 24,4 %. Cette évolution importante concerne essentiellement 2 secteurs liés à l'activité de l'exercice sous revue :

- **les charges de trésorerie**, en hausse de 782 millions de F CFA, résultant des emprunts et garanties obtenus sur le marché interbancaire pour financer l'évolution des engagements à moyen terme ;
- **les frais généraux** en accroissement de 12,6 % par rapport à 2003.

Cette évolution, même si elle se situe à un niveau nettement inférieur à l'évolution des produits qui s'établit à +19,7 % sur l'année écoulée, est en dépassement du budget en raison d'une écriture exceptionnelle non directement liée à l'exploitation bancaire.

Sans cette écriture, le total des frais généraux n'était en dépassement que de 0,76 % et donc conforme aux budgets adoptés par le Conseil d'Administration de la Banque pour l'exercice 2004.

L'activité de l'exercice 2004 a permis de dégager un Produit Net Bancaire de 6 606 millions de F CFA, soit en hausse de 10,4 % par rapport à l'exercice précédent.

Le Résultat Brut d'Exploitation (RBE) s'établit à 2 583 millions de F CFA, avant dotations aux amortissements, contre 2 349 millions de F CFA en 2003, soit une progression de 10 %.

Le Résultat Net d'Exploitation (RNE) après amortissements et provisions s'élève à 267 millions de F CFA contre un montant de 402 millions de F CFA en 2003.

Il faut noter que les dotations brutes aux provisions de l'exercice s'élèvent à 1 985 millions de F CFA.

Enfin, le Résultat Net, après impôts et prise en compte des produits et charges exceptionnels sur exercices antérieurs, se monte à 35 millions de F CFA, avec une dotation pour impôts de 19 millions de F CFA.

Au vu de ce bénéfice et du report à nouveau antérieur qui s'élève à 382 293 361 F CFA, le Conseil d'Administration vous propose :

- de doter la réserve légale à hauteur de 5 300 253 F CFA, soit 15 % du bénéfice net de l'exercice,

- de distribuer un dividende brut de 125 000 000 F CFA,
- d'affecter en report à nouveau le solde disponible, soit 30 034 764 F CFA.

En 2005, la mise en oeuvre d'une politique alliant à la fois la rigueur et la prudence aura pour objectifs principaux de concourir à rétablir une rentabilité satisfaisante et de finaliser l'assainissement du portefeuille clientèle, dans le respect scrupuleux du dispositif prudentiel imposé par la réglementation bancaire.

Pour être atteints, ces objectifs nécessitent la mobilisation de l'ensemble du personnel de la Banque, que nous remercions en premier lieu pour son engagement durant l'exercice écoulé, mais que nous encourageons également à redoubler d'efforts pour l'année 2005, dans le souci d'assurer un service de qualité à la clientèle.

Enfin, le Conseil d'Administration de la BOA-MALI remercie également ses actionnaires pour leur soutien actif et leur confiance sans cesse renouvelée à la clientèle.

Enfin, le Conseil d'Administration de la BOA-MALI remercie également ses actionnaires pour leur soutien actif et leur confiance sans cesse renouvelée.

Rapport général du commissaire aux comptes

En exécution de la mission de Commissariat aux Comptes que vous avez bien voulu nous confier par votre Assemblée Générale du 12 mai 2001, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice couvrant la période allant du 1er janvier au 31 décembre 2004 sur :

- Le contrôle des comptes annuels de la BOA-MALI tels que joints au présent rapport et comportant le bilan, le compte de résultat et autres annexes ;
- Les vérifications spécifiques prévues par la loi et notamment par l'article 713 de l'Acte Uniforme de l'OHADA relatif au droit des sociétés commerciales et du Groupement d'Intérêt Économique ;
- Les vérifications relatives à la réglementation bancaire et aux normes prudentielles de l'UMOA ;

L'élaboration des états financiers est de la responsabilité de la Direction Générale de la BOA-MALI.

Les comptes annuels sont arrêtés en principe par le Conseil d'Administration, sous sa propre responsabilité.

Il nous appartient sur la base de nos travaux d'exprimer une opinion sur ces comptes.

Opinion sur les comptes annuels

Notre examen a été effectué conformément aux normes de révision comptable généralement admises et a comporté les sondages et autres vérifications que nous avons jugé nécessaires en la circonstance.

Ces normes nous recommandent de bien planifier la mission afin de nous assurer que les états financiers soumis à notre examen ne contiennent pas d'anomalies significatives.

Nous avons examiné par sondages les éléments probants justifiant les données contenues dans les états financiers et avons apprécié les principes comptables appliqués par la Direction, les estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes ainsi que leur présentation d'ensemble.

Nous estimons que nos contrôles fournissent une base raisonnable à l'opinion exprimée ci-après :

Opinion

Nous certifions que les états financiers arrêtés au 31 décembre 2004, et faisant apparaître :

	En F CFA
Un total bilan	92 688 241 575
Un résultat bénéficiaire net	35 335 017
Un total d'engagements hors bilan donnés	16 994 427 209
Un total d'engagements hors bilan reçus	35 543 521 827

sont réguliers, sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la BANK OF AFRICA - MALI à la fin de cet exercice.

Informations

Portefeuille des engagements au 31/12/2004.

À l'issue de la revue des dossiers de crédits, nous avons identifié des débiteurs qui, de notre point de vue, nécessiteraient des provisions en 2005 si leur situation n'évoluait pas favorablement.

Ces dossiers dont vous trouverez le détail en annexes représentent un montant global de 1 961 millions de F CFA reparti comme suit :

Libellés	Montants en millions F CFA
Créances douteuses ou litigieuses	897
Crédits sains déclassés et provisionnés	586
Comptes courants depuis au moins six mois	478
Total	1 961

Le budget de provisions pour 2005 s'élève à 2 369 millions de F CFA dont 1 866 millions de F CFA pour les créances douteuses et litigieuses, 200 millions de F CFA pour les comptes internes et 303 millions de F CFA pour les événements exceptionnels.

Nous nous sommes assurés que les débiteurs concernés sont inclus dans le montant des provisions prévues au budget de 2005.

Autres débiteurs divers :

Le solde de la rubrique « Autres débiteurs divers » au 31 décembre 2004 est constitué essentiellement de deux affaires juridiques pendantes :

L'une, liée au paiement d'un chèque volé à un client du Bureau de Paris (affaire Publio Trésor) pour un montant de 105 millions de F CFA.

La Banque a constitué une provision de 50 millions de F CFA et négocie avec le correspondant bancaire à Paris, NATEXIS BANQUES POPULAIRES, le règlement du montant résiduel (chèques rejetés hors délai). Les négociations seraient en cours

d'achèvement.

Elle doit, en outre, constituer un complément de provision à hauteur de 55 millions de F CFA si les négociations n'aboutissaient pas d'ici la fin du premier trimestre 2005.

L'autre, liée au sinistre intervenu en 2001 à votre Bureau de Paris pour un montant global de 1 061 millions de F CFA dont 128 millions de F CFA ont été remboursés.

Le solde, soit 933 millions de F CFA, devrait être partiellement couvert par le produit de marchandises saisies (riz) estimé à 120 millions de F CFA et par une indemnisation de 134 millions de F CFA de la Compagnie d'Assurances LAFIA (police Globale de Banque).

La Banque a, par ailleurs, déjà constitué une provision de 658 millions de F CFA.

Nous n'avons aucune assurance formelle quant à l'issue de la vente du riz, et nous demandons, en conséquence, de constituer une provision pour dépréciation de 141 millions de F CFA si celle-ci ne devait pas être réalisée d'ici fin mars 2005.

Union Congolaise de Banque (UCB)

Le solde du compte « Union Congolaise de Banque » débiteur au 31 décembre 2004 pour 397 millions de F CFA est gelé depuis 2000.

Des négociations sont en cours avec la banque en vue du recouvrement de la créance et compte tenu de l'évolution du dossier, une provision pour dépréciation à concurrence de la moitié de la créance serait nécessaire en 2005.

Vérifications et informations spécifiques

Rapport de gestion du conseil d'administration et comptes annuels

Nous avons procédé aux vérifications spécifiques prévues par l'article 713 de l'Acte Uniforme de l'OHADA relatif au Droit des Sociétés Commerciales et du Groupement d'Intérêt Économique.

A la date du présent rapport, nous n'avons pas reçu le rapport de gestion du Conseil d'Administration adressé aux actionnaires.

Prise de participation dans le capital de la BANK OF AFRICA - BURKINA FASO (BOA BURKINA FASO)

En application de la loi, nous portons à votre connaissance que votre banque, au cours de l'exercice, a pris une participation de 15 millions de F CFA dans le capital de la BOA-BURKINA FASO.

Vérifications relatives à la réglementation bancaire et aux normes prudentielles

Les ratios prudentiels

Dans le cadre du respect de la réglementation bancaire, nous avons examiné le respect par la BOA-MALI des dispositifs prudentiels édictés par la BCEAO.

La situation de la BOA-MALI, au regard de la réglementation prudentielle en vigueur, est la suivante au 31 décembre 2004 :

Ratios	Norme	BOA-MALI	Respect
Représentation du capital minimum	1 000	4 249	oui
Fonds propres de base	1 000	4 249	oui
Fonds propres effectifs		4 249	
Fonds propres effectifs sur risques	min 8%	10%	oui
Division des risques			
• Engagements sur une même signature	max 75% fpe	edm 61%	oui
• Total des engagements supérieurs ou égaux à 25% des fpe	max 8* fpe	2,92* fpe	oui
Limitations des participations dans les entreprises autres que les banques, les établissements financiers et les sociétés immobilières au regard :			
• Du capital des sociétés émettrices	max 25% du cap. de la Ste émettrice	ACTIBOURSE 15%	oui
• Des fonds propres de base	max 15% fpe	AGORA 2,4%	
Limitations des immobilisations et participations	max 100% fpe	117%	non
Limitations des immobilisations hors exploitation et des participations dans les sociétés immobilières	max 15% fpb	44%	non
Engagements des principaux actionnaires, des dirigeants et du personnel	max 20% fpe	35%	non
Coefficient de liquidité	min 75%	69%	non

Couverture des emplois à moyen et long termes	min 75%	77%	oui
Structure du portefeuille	min 60%	6%	non

oui = Respecte la norme / non = Ne respecte pas la norme.

A l'issue de nos contrôles, les ratios suivants ne respectent pas les normes requises par la Banque Centrale des États d'Afrique de l'Ouest (BCEAO). Il s'agit :

- du ratio de limitation des immobilisations hors exploitation et des participations dans les sociétés immobilières.

Le ratio de limitation des immobilisations hors exploitation et des participations dans les sociétés immobilières est de 44 % des fonds propres bruts par rapport à un maximum de 15%.

- du ratio de limitation des immobilisations et des participations.

Le ratio de limitation des immobilisations et des participations est de 117 % des fonds propres effectifs par rapport à un maximum de 100 %.

- Du ratio de crédit des personnes participant à la Direction, à l'administration, à la gérance, au contrôle et au fonctionnement de la Banque.

La réglementation bancaire a fixé à 20 % des fonds propres effectifs, le montant global des concours des banques pouvant être consentis aux personnes participant à leur direction, administration, gérance, contrôle ou fonctionnement.

Le ratio de crédit des personnes participant à la direction, à l'administration, à la gérance, au contrôle et au fonctionnement de la Banque dépasse le maximum recommandé de 20 % pour s'établir à 35 %.

- Du ratio de coefficient de liquidité.

Le ratio de coefficient de liquidité est de 69 % par rapport à un minimum de 75 %.

- Du ratio de structure du portefeuille sur les fonds propres effectifs.

Le ratio de structure du portefeuille est de 6% des fonds propres effectifs par rapport à un minimum de 60 %.

Tous les autres ratios prudentiels sont respectés par la Banque au 31 décembre 2004.

Rapports semestriels circonstanciés sur le portefeuille

Le Conseiller du Directeur Général a produit les rapports sur les résultats des révisions semestrielles globales du portefeuille conformément à la circulaire N°10-2000 de la Commission Bancaire. Nous n'avons pas d'observations sur les contenus des rapports.

Contrôle des cinquante (50) plus gros débiteurs au 31 décembre 2004

Nous avons procédé au contrôle des cinquante (50) plus gros débiteurs de la banque au 31 décembre 2004.

Nous avons obtenu la liste des cinquante (50) plus gros débiteurs et avons rapproché les soldes avec les états de synthèse de fin d'exercice.

Le montant total des concours accordés aux cinquante plus gros débiteurs au 31 décembre 2004 s'élève à 42 967 millions de F CFA répartis en engagements directs pour 31 502 millions de F CFA et en engagements par signature pour 11 465 millions de F CFA, soit respectivement 73,32 % et 26,68 %.

A l'issue de notre mission, nous avons établi un rapport circonstancié conformément à la Circulaire n°11 2001/CB du 09 janvier 2001, amendée le 11 décembre 2003.

Les gros débiteurs ayant enregistré des impayés, ainsi que ceux ayant fait l'objet de provision, présentent un encours total de 2 311 millions de F CFA couvert par des provisions pour un total de 1 047 millions de F CFA.

Aucune provision complémentaire n'est exigée, les garanties prises sur les crédits sont constituées d'hypothèques, de cautions solidaires personnelles, de contre garanties bancaires, de gages en espèces ou en marchandises, de nantissement sur le matériel et le fonds de commerce, et de gages sur Permis d'Occuper et Lettres d'attribution.

Bamako le 08 mars 2005

Commissaire aux Comptes
Pour SARECI,
Le Gérant
Bourahima SIBY
Expert Comptable Diplômé
Commissaire aux Comptes inscrit au Tableau de l'Ordre

Rapport spécial du Commissaire aux comptes

Sur les conventions réglementées

Conformément aux dispositions de l'article 438 de l'Acte Uniforme de l'OHADA relatif au Droit des Sociétés Commerciales et du Groupement d'Intérêt Économique, toute convention entre une société anonyme et l'un de ses Administrateurs, Directeurs Généraux, ou Directeurs Généraux adjoints doit être soumise à l'autorisation préalable du Conseil d'Administration.

Il en est de même des conventions auxquelles un Administrateur ou un Directeur Général ou un Directeur Général adjoint est indirectement intéressé ou dans lesquelles il traite avec la société par personne interposée.

Sont également soumises à l'autorisation préalable du Conseil d'Administration, les conventions intervenant entre une société et une entreprise ou une personne morale, si

l'un de ses Administrateurs ou un Directeur Général ou un Directeur Général adjoint de la société est propriétaire de l'entreprise ou associé indéfiniment Responsable, Gérant, Administrateur, Administrateur Général, Administrateur Général adjoint, Directeur Général ou Directeur Général adjoint de la personne morale contractante.

Votre Conseil d'Administration n'a pas porté à notre connaissance l'existence d'autres conventions que celles déjà autorisées à savoir la reconduction du contrat d'assistance technique de AFH et la prolongation de sa durée qui porte désormais sur cinq (5) ans renouvelables et nos contrôles n'en ont pas révélé.

Bamako le 08 mars 2005

Commissaire aux Comptes
Pour SARECI,
Le Gérant
Bourahima SIBY
Expert Comptable Diplômé
Commissaire aux Comptes inscrit au Tableau de l'Ordre

Rapport spécial prévu par l'article 35 de la loi bancaire

En application de l'article 35 de la loi bancaire N°90-74/AN RM portant réglementation bancaire au Mali, l'engagement des personnes participant à l'administration, la direction, au contrôle et au fonctionnement de la Banque ou d'autres entreprises privées dans lesquelles les personnes visées ci-dessus exercent les fonctions de direction, d'administration ou de gérance, ou détiennent plus du quart (1/4) du capital social au 31 décembre 2004 se chiffre à 1 487 millions de F CFA et se répartit comme suit :

Nature du concours	Administrateurs	Commissaires aux comptes	Personnel de direction	Cadres Moyens et supérieurs	Personnel d'exécution	Total
concours par caisse	277	8	48	673	226	1 232
Engagements par signature	255	0	0	0	0	255
Total	532	8	48	673	226	1 487

Bamako le 08 mars 2005

Commissaire aux Comptes
Pour SARECI,
Le Gérant
Bourahima SIBY

Expert Comptable Diplômé
Commissaire aux Comptes inscrit au Tableau de l'Ordre

Bilan

Bilan comparé des deux derniers exercices (en F CFA).

Actif

Actif	Exercice 2003	Exercice 2004
Caisse	5 517 139 226	4 276 613 224
Créances interbancaires	27 177 686 969	20 267 770 125
• A vue	22 565 362 876	18 331 418 244
· Banque centrale	10 825 962 535	8 617 005 789
· Trésor public, CCP		
· Autres établissements de crédit	11 739 400 341	9 714 412 455
• A terme	4 612 324 093	1 936 351 881
Créances sur la clientèle	43 184 616 644	54 550 664 352
• Portefeuille d'effets commerciaux	5 704 157 253	5 234 211 881
· Crédits de campagne		
· Crédits ordinaires	5 704 157 253	5 234 211 881
• Autres concours à la clientèle	20 322 511 306	33 203 454 512
· Crédits de campagne	815 018 682	1 154 778 569
· Crédits ordinaires	19 507 492 624	32 048 675 943
• Comptes ordinaires débiteurs	17 157 948 085	16 112 997 959
• Affacturage		
Titres de placement	1 627 012 715	1 227 612 715
Immobilisations financières	1 343 674 416	1 456 297 742
Crédit-bail et opérations assimilées		
Immobilisations incorporelles	185 807 304	153 119 089
Immobilisations corporelles	5 574 409 234	5 989 071 060
Actionnaires et associés		
Autres actifs	3 042 181 571	3 048 591 121
Comptes d'ordre et divers	1 553 155 649	1 718 502 147
Total de l'actif	89 205 683 728	92 688 241 575

Hors Bilan	Exercice 2003	Exercice 2004
Engagements donnés	22 839 191 845	16 994 427 209
• Engagements de financement	1 868 525 223	1 454 612 605
· En faveur d'établissements de crédit		
· En faveur de la clientèle	1 868 525 223	1 454 612 605
• Engagements de garantie	20 970 666 622	15 539 814 604
· D'ordre d'établissements de crédit		
· D'ordre de la clientèle	20 970 666 622	15 539 814 604
• Engagements sur titres		

Passif

Passif	Exercice 2003	Exercice 2004
Dettes interbancaires	8 670 384 924	9 926 673 832
• A vue	8 565 427 317	4 130 291 786
· Trésor public, CCP		
· Autres établissements de crédit	8 565 427 317	4 130 291 786
• A terme	104 957 607	5 796 382 046
Dettes à l'égard de la clientèle	73 162 155 475	74 041 807 637
• Comptes d'épargne à vue	17 587 817 441	18 314 550 761
• Comptes d'épargne à terme		
• Bons de caisse		
• Autres dettes à vue	45 495 028 010	44 362 936 378
• Autres dettes à terme	10 079 310 024	11 364 320 498
Dettes représentées par un titre		
Autres passifs	1 905 187 846	3 767 253 645
Comptes d'ordre et divers	246 886 471	215 302 711
Provisions pour risques et charges	199 918 926	167 725 551
Provisions réglementées		
Subventions d'investissements		

Fonds pour risques bancaires généraux	362 006 904	
Capital	2 500 000 000	2 500 000 000
Primes liées au capital		
Réserves	1 616 924 204	1 651 849 821
Écarts de réévaluation		
Report à nouveau (+/-)	309 381 529	382 293 361
Résultat de l'exercice	232 837 449	35 335 017
Total du passif	89 205 683 728	92 688 241 575

Hors bilan	Exercice 2003	Exercice 2004
Engagements reçus	24 020 699 126	35 543 521 827
• Engagements de financement		
· Reçus d'établissements de crédit		
• Engagements de garantie	24 020 699 126	35 543 521 827
· Reçus d'établissements de crédit		10 644 257 542
· Reçus de la clientèle	24 020 699 126	24 899 264 285
• Engagements sur titres		

Résultat

Comptes de résultats comparés des deux derniers exercices (en F CFA)

Charges

Charges	Exercice 2003	Exercice 2004
Intérêts et charges assimilées	1 218 900 673	1 608 224 755
• Sur dettes interbancaires	144 606 179	595 942 388
• Sur dettes à l'égard de la clientèle	1 074 294 494	1 011 542 117
• Sur dettes représentées par un titre		
• Autres intérêts et charges assimilées		740 250
Charges sur crédit-bail et opérations assimilées		
Commissions		
Charges sur opérations financières	41 189 024	380 647 964
• Charges sur titres de placement		
• Charges sur opérations de change	41 189 024	49 302 098
• Charges sur opérations de hors bilan		331 345 866
Charges diverses d'exploitation bancaire		20 249 180
Frais généraux d'exploitation	3 572 655 550	4 022 164 236
• Frais de personnel	1 596 053 138	1 706 608 694
• Autres frais généraux	1 976 602 412	2 315 555 542
Dotations aux amortissements et aux provisions sur immobilisations	558 017 178	576 322 886
Solde en perte des corrections de valeur sur créances et du hors bilan	1 399 278 741	1 740 160 458
Excédent des dotations sur les reprises du fonds pour risques bancaires généraux		
Charges exceptionnelles	174 012 543	599 098 212
Pertes sur exercices antérieurs	615 916 360	294 143 937
Impôts sur les bénéfices	280 376 648	19 026 548
Bénéfice	232 837 449	35 335 017

Total des charges	8 093 184 166	9 295 373 193
-------------------	---------------	---------------

Produits

Produits	Exercice 2003	Exercice 2004
Intérêts et produits assimilés	4 664 963 571	5 753 956 886
• Sur créances interbancaires	324 207 143	324 330 057
• Sur créances sur la clientèle	3 541 085 379	4 830 507 466
• Sur titres d'investissement		
• Autres intérêts et produits assimilés	799 671 049	599 119 363
Produits sur crédit-bail et opérations assimilées		
Commissions	675 860 859	658 525 172
Produits sur opérations financières	1 437 736 929	1 796 183 643
• Produits sur titres de placement	55 480 043	91 324 126
• Dividendes et produits assimilés	37 012 500	63 712 181
• Produits sur opérations de change	368 323 683	797 718 608
• Produits sur opérations de hors bilan	976 920 703	843 428 728
Produits divers d'exploitation bancaire	400 767 991	378 039 714
Produits généraux d'exploitation	1 988 708	27 433 999
Reprises d'amortissements et de provisions sur immobilisations	11 157 389	52 428 889
Solde en bénéfice des corrections de valeur sur créances et du hors bilan		
Excédent des reprises sur les dotations du fonds pour risques bancaires généraux		362 006 904
Produits exceptionnels	737 756 785	126 092 137
Profits sur exercices antérieurs	162 951 934	140 705 849
Pertes		
Total des produits	8 093 184 166	9 295 373 193

Produits & Charges

Produits et charges	Exercice 2003	Exercice 2004
Intérêts et produits assimilés	4 664 963 571	5 753 956 886
• Sur créances interbancaires	324 207 143	324 330 057
• Sur créances sur la clientèle	3 541 085 379	4 830 507 466
• Sur titres d'investissement		
• Autres intérêts et produits assimilés	799 671 049	599 119 363
Produits sur crédit-bail et opérations assimilées		
Intérêts et charges assimilées	1 218 900 673	1 608 224 755
• Sur dettes interbancaires	144 606 179	595 942 388
• Sur dettes à l'égard de la clientèle	1 074 294 494	1 011 542 117
• Sur dettes représentées par un titre		
• Autres intérêts et charges assimilées		740 250
Charges sur crédit-bail et opérations assimilées		
Marge d'intérêt	3 446 062 898	4 145 732 131
Produits de commissions	675 860 859	658 525 172
Charges de commissions		
Résultat net des commissions	675 860 859	658 525 172
Résultats nets sur		
• Opérations sur titres de placement	55 480 043	91 324 126
• Dividendes et opérations assimilées	37 012 500	63 712 181
• Opérations de change	327 134 659	748 416 510
• Opérations de hors bilan	976 920 703	512 082 862
Résultat net opérations financières	1 396 547 905	1 415 535 679
Autres produits d'exploitation bancaire	402 756 699	405 473 713
Autres charges d'exploitation bancaire		20 249 180
Autres produits d'exploitation non bancaire		
Autres charges d'exploitation non bancaire		
Frais généraux d'exploitation	3 572 655 550	4 022 164 236

• Frais de personnel	1 596 053 138	1 706 608 694
• Autres frais généraux	1 976 602 412	2 315 555 542
Dotations aux amortissements et provisions sur immobilisations	558 017 178	576 322 886
Reprises sur amortissements et provisions sur immobilisations	11 157 389	52 428 889
Résultat brut d'exploitation	1 801 713 022	2 058 959 282
Résultat net des corrections de valeur	1 399 278 741	1 740 160 458
Excédent net des dotations et reprises sur frbg	362 006 904	-362 006 904
Résultat courant (avant impôt)	402 434 281	680 805 728
Résultat exceptionnel	563 744 242	-473 006 075
Résultat sur exercices antérieurs	-452 964 426	-153 438 088
Impôts sur les bénéfices	280 376 648	19 026 548
Résultat net de l'exercice	232 837 449	35 335 017

Résolutions

Assemblée générale ordinaire du 30 Avril 2005

Première résolution

L'Assemblée Générale, après avoir entendu lecture du Rapport du Conseil d'Administration et du Rapport Général du Commissaire aux Comptes sur l'exercice 2004, les approuve dans toutes leurs parties et approuve les comptes et le bilan de cet exercice, tels qu'ils lui ont été présentés, ainsi que les opérations traduites dans ces comptes et résumées dans ces rapports.

Cet exercice 2004 se solde donc par un bénéfice de 35 335 017 F CFA après dotations diverses aux amortissements et provisions.

En outre, l'Assemblée Générale, après avoir entendu lecture du Rapport Spécial du Commissaire aux Comptes sur les conventions visées à l'article 35 de la loi du 27 juillet 1990 et à l'article 440 de l'Acte Uniforme de l'OHADA, approuve sans réserve ledit rapport.

En conséquence, l'Assemblée Générale donne quitus à tous les membres du Conseil d'Administration pour leur gestion et pour les actes accomplis par eux au cours de l'exercice 2004.

Elle donne également quitus au Commissaire aux Comptes pour l'exécution de son mandat au cours du même exercice.

Deuxième résolution

Selon les propositions du Conseil d'Administration, l'Assemblée Générale, après en avoir délibéré, approuve l'affectation comme suit du bénéfice net et du report à nouveau antérieur :

	En F CFA
Résultat de l'exercice	35 335 017
Réserve légale	5 300 253
Report à nouveau antérieur	382 293 361
Dividendes (5 % du capital)	125 000 000
Nouveau report à nouveau	287 328 125

Troisième résolution

En application de la précédente résolution, l'Assemblée Générale décide que, après règlement de l'Impôt sur le Revenu des Valeurs Mobilières (IRVM) au taux de 10 % sur le dividende brut, il sera effectivement versé aux actionnaires un dividende net correspondant à une rémunération de 225 F CFA par action de 5 000 F CFA.

Le paiement de ce dividende s'effectuera au siège social à compter du 1er juillet 2005, par estampillage du coupon n° 15 du certificat d'action remis à chaque actionnaire.

Quatrième résolution

L'Assemblée Générale confère à tout porteur d'un extrait d'une copie du procès-verbal de la présente assemblée tous pouvoirs pour exécuter les formalités de publication légale.

Annexes

1 Note sur les principes et méthodes comptables

Présentation des comptes

Les comptes annuels de la BANK OF AFRICA - MALI sont établis selon les règles définies par la Banque Centrale des États de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) dans le règlement applicable aux banques des États de l'Union Économique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA) depuis 1990.

Les comptes sociaux au 31 décembre 2004 ont été présentés selon les mêmes méthodes d'évaluation que celles de l'exercice précédent et sont conformes dans leur forme et leur présentation aux recommandations de la profession bancaire et à celles de la BCEAO. Les états financiers sont établis sur la base des coûts historiques.

Conversion des comptes du bilan libellés en devises

Les créances et dettes ainsi que les engagements hors bilan libellés en devises sont convertis en F CFA aux cours de change du 31/12/2004.

Les opérations et positions en devises

Les opérations de change sont évaluées à chaque arrêté ou au terme des achats et ventes de devises chez les correspondants, et le résultat de change est enregistré directement aux comptes de résultat.

Les intérêts, commissions et frais sur les opérations en devises sont couverts et comptabilisés en F CFA dès réception des avis d'encaissement ou paiement.

Les intérêts et les commissions bancaires

Les produits et les charges ont fait l'objet de décomptes et sont rattachés à la période concernée conformément aux principes de séparation des exercices.

Les intérêts sur créances en souffrance échappent à ce principe de comptabilisation et sont constatés pour mémoire.

Comptes de la clientèle

Le classement des comptes clientèle par activité, société, collectivités, particuliers, comptes des actionnaires, comptes à terme, etc..., n'a pas subi de modification.

Les crédits à la clientèle comprennent, d'une part les créances commerciales, les crédits à court, moyen, et long terme et, d'autre part, les comptes débiteurs de la clientèle.

Tous les comptes débiteurs en souffrance ont fait l'objet d'une attention particulière et des provisions pour dépréciation conséquentes ont été constituées. Le taux de provisionnement varie entre 37 et 100% selon la nature du risque, les garanties apportées et suivant les recommandations de la Banque Centrale. Le taux moyen des provisions au 31/12/2004 est de 70%.

Les provisions pour dépréciation antérieurement constituées non utilisées ou devenues sans effet ont fait l'objet de reprises et viennent donc améliorer les résultats.

Les immobilisations

Les immobilisations sont évaluées à leur coût d'acquisition.

Les amortissements afférents aux immobilisations amortissables sont calculés sur la

durée de vie probable ou estimée selon la méthode linéaire.

Frais d'établissement	33,33%
Constructions	10%
Matériel de transport	33,33%
Aménagements installations	20%
Mobilier et matériel de bureau	10-20%
Outillage (selon nature)	10%
Matériel informatique	20%

Les réparations et autres entretiens intervenus sur les immobilisations, sont enregistrés en charges.

2 Observations sur le bilan

2.1 Opérations avec les établissements de crédit

Les échéances des créances et des dettes avec les établissements de crédit s'analysent de la manière suivante :

Echéance	Au 31/12/2003*		Au 31/12/2004*	
	Créances	Dettes	Créances	Dettes
De 0 à 1 mois	24 928	8 566	18 331	4 130
De 1 mois à 3 mois				
De 3 mois à 6 mois	2 000			
De 6 mois à 2 ans			1 524	
De 2 ans à 5 ans	250	105	413	5 796
Plus de 5 ans				
Total	27 178	8 670	20 268	9 926

2.2 Opérations avec la clientèle

2.2.1. Classement des créances et des dettes avec la clientèle par échéance

En millions de F CFA

Echéance	Au 31/12/2003*		Au 31/12/2004*	
	Créances	Dettes	Créances	Dettes
De 0 à 1 mois	22 086	65 731	21 403	63 568
De 1 mois à 3 mois	4 761	373	4 503	442

De 3 mois à 6 mois	5 317	250	7 653	1 292
De 6 mois à 2 ans	6 791	4 352	8 006	2 356
De 2 ans à 5 ans	1 790	2 456	8 157	6 384
Plus de 5 ans	681		1 667	
Créances en souffrance	1 759		3 161	
Total	43 185	73 162	54 551	74 042

2.2.2. Classement des créances et des dettes avec la clientèle par agents économiques

En millions de F CFA

Agents économiques	Au 31/12/2003*		Au 31/12/2004*	
	Créances	Dettes	Créances	Dettes
Particuliers	6 194	32 789	8 690	33 981
Entreprises privées	34 678	28 550	35 853	29 856
Sociétés d'état et établissements publics	1 697	2 767	10 006	2 113
Etat et organismes assimilés	616	9 056	1	8 092
Total	43 185	73 162	54 551	74 042

2.2.3. Détail des créances douteuses et provisions pour dépréciation

Nature	Au 31/12/2003*	Au 31/12/2004*
Créances douteuses	6 861	7 190
Provisions pour dépréciation	-5 102	-4 459
Créances douteuses net	1 759	2 731

2.3 Immobilisations financières

* En millions F CFA

Participations	Montant participation*		Capital*	Part BOA
	Brut	Net		%
Dans les banques et établissements financiers				
ACTIBOURSE S.A.	45	45	300	15%
BANK OF AFRICA - BURKINA FASO	60	60	2 000	3%

Fonds GARI	108	108	12 955	1%
FGHM S.A.	20	20	330	6%
SGI MALI	4	4	200	2%
Prêt particip. BIM	423	423		
Assurance générale de France - Mali	40	40	500	8%
Sous total	699	699		
Dans les autres sociétés				
Titre du trésor non mob.	132	132		
AGORA	100	100	1 000	10%
Compte bloqué AGORA	525	525		
Sous total	757	757		
Total participations	1 456	1 456		

2.4 Immobilisations incorporelles

Nature	Au 31/12/2003*	Augmentations*	Diminutions*	Au 31/12/2004*
Immobilisations brutes	490	101	101	490
Amortissements cumulés	304	33		336
Total net	186			153

2.5 Immobilisations corporelles

Nature	Au 31/12/2003*	Augmentations*	Diminutions*	Au 31/12/2004*
Immobilisations brutes	8 111	2 389	1 584	8 915
Immobilisations en cours		113		113
Immobilisations d'exploitation	4 549	283	46	4 786

Immobilisations hors exploitation	1 381	1 316	165	2 532
Immobilisations par réalisation de garantie	2 181	676	1 374	1 484
Amortissements	2 537	628	238	2 927
Immobilisations en cours				
Immobilisations d'exploitation	1 996	223	45	2 174
Immobilisations hors exploitation	349	344	46	648
Immobilisations par réalisation de garantie	192	61	147	106
Total net	5 574			5 988

2.6 Autres Actifs/Passifs

2.6.1. Autres actifs

Nature	2003*	2004*
Débiteurs divers	1 469	1 093
Valeurs non imputées	50	
Valeurs à l'encaissement	1 018	1 106
Valeurs à rejeter en compensation		
Dépôts et cautionnement		
Stocks et emplois divers		
Créances rattachées	505	849
Total	3 042	3 049

2.6.2. Autres passifs

Nature	2003*	2004*
Dettes fiscales	602	539
Dettes sociales		

Créditeurs divers	1 066	3 136
Dettes rattachées	54	92
Divers	183	
Total	1 905	3 767

2.7 Comptes d'ordre et divers

2.7.1. Actif

Comptes d'ordre et divers actif	2003*	2004*
Charges comptabilisées d'avance	201	238
Produits à recevoir	67	59
Divers	1 285	1 423
Total	1 553	1 719

2.7.2. Passif

Comptes d'ordre et divers passif	2003*	2004*
Charges à payer	54	71
Produits perçus d'avance	149	97
Divers	43	46
Total	247	215

2.8 Provisions pour risques et charges

Nature	2003*	Dotations *	Reprises *	2004*
Charges de retraite	88	8		96
Engagements par signature				
Pertes et charges	112	29	69	72
Total	200			168

2.9 Capitaux propres

2.9.1. Détail des capitaux propres

Nature	Montant au 31/12/2003*	Affectation résultat*	Autres mouvements*	Montant Au 31/12/2004*
F.R.B.G.	362		-362	

Primes liées au capital				
Réserve légale	417	35		452
Réserves règlementées				
Autres réserves	1 200			1 200
Capital social	2 500			2 500
Report à nouveau	309	73		382
Résultat 2003	233	-233		
Résultat 2004			35	35
Total	5 021	-125	-327	4 569

2.9.2. Le fonds pour risques bancaires généraux

Le fonds pour risques bancaires généraux a fait l'objet d'une reprise de 362 millions de F CFA enregistrée en excédent de Reprises FRBG.

2.9.3. Informations sur le capital

Le capital de la BANK OF AFRICA - MALI s'élève à 2 500 millions de F CFA. Il est composé de 500 000 titres d'une valeur nominale de 5 000 F CFA.

La structure de l'actionnariat est la suivante :

Actionnaires	
AFRICAN FINANCIAL HOLDING (AFH)	46,0%
ATTICA S.A.	3,2%
Actionnaires privés nationaux	42,1%
Autres	8,7%

3 Engagements hors bilan

Nature	2003*	2004*
Engagements	22 839	16 994
Engagements de financement	1 869	1 455
Engagements de garantie	20 971	15 540
Engagements sur titres		
Engagements reçus	24 021	35 544
Engagements de financement		10 644
Engagements de garantie	24 021	24 899
Engagements sur titres		

4 Observations sur le compte de résultat

4.1 Intérêts et produits assimilés

Nature	2003*	2004*
Sur créances interbancaires	324	324
A vue	120	95
A terme	204	229
Sur créances de la clientèle	4 341	5 430
Créances commerciales	480	478
Autres crédits à court terme	674	772
Comptes ordinaires débiteurs	2 864	2 768
Crédits à moyen terme et long terme	323	1 411
Total	4 665	5 754

4.2 Intérêts et charges assimilées

Nature	2003*	2004*
Sur dettes interbancaires	145	596
A vue	101	117
A terme	44	480
Sur dettes à l'égard de la clientèle	1 074	1 012
A vue	632	598
A terme	443	414
Total	1 219	1 608

4.3 Commissions

Nature	2003*	2004*
Commissions perçues (produits)	676	659
Sur opérations de trésorerie et interbancaires		
Sur opérations avec la clientèle	676	659
Commissions versées (charges)		
Sur opérations de trésorerie et interbancaires		
Sur opérations avec la clientèle		

4.4 Frais généraux d'exploitation

4.4.1. Frais de personnel

Nature	2003*	2004*
--------	-------	-------

Salaires et traitements	1 244	1 318
charges sociales	352	389
Total	1 596	1 707

4.4.2. Autres frais généraux

Nature	2003*	2004*
Impôts, taxes et versements assimilés	169	119
Redevance de crédit bail	133	165
Loyers	80	122
Entretien et réparations	175	179
Primes d'assurance	133	120
Intermédiaires et honoraires	274	359
Publicité, publications et relations publiques	53	57
Déplacements missions et réceptions	136	162
Frais postaux et frais de télécommunications	235	252
Achats non stockés de matières et fournitures	345	422
Jetons de présence	8	46
Moins values de cessions	15	120
Autres frais généraux	221	191
Total	1 977	2 316

4.5 Dotations aux amortissements et aux provisions sur immobilisations

Nature	2003*	2004*
Dotations aux amortissements		
Des immobilisations d'exploitation	387	505
Des immobilisations hors exploitation	171	71
Reprises	-11	-52
Total	547	524

4.6 Solde en perte des corrections de valeur sur créances et du hors bilan

Nature	2003*	2004*
Dotations aux provisions sur créances en souffrance	1 487	1 611
Dotations aux provisions pour dépréciation des autres	224	374

éléments d'actif		
Dotations aux provisions pour risques et charges	43	37
Pertes sur créances irrécouvrables	2 755	1 581
Dotations aux provisions pour frbg	21	
Reprises de provisions sur créances en souffrance	-2 973	-1 762
Reprises de provisions sur autres éléments d'actif	-89	
Reprises de provisions pour risques et charges	-50	-69
Récuperations sur créances amorties	-19	-31
Reprises de provisions pour frbg		-362
Total	1 399	1 379

5 Autres informations

5.1 Effectifs moyens

Catégories	2003	2004
Cadres expatriés	2	2
Cadres locaux	59	59
Gradés	67	66
Employés	6	6
Personnel non bancaire	18	18
Personnel temporaire	3	3
Total	155	154

5.2 Contrevaieur des comptes en devises

Nature	2003*	2004*
Actif		
Opérations de trésorerie	2 633	5 256
Billets et monnaies	135	261
Correspondants bancaires	2 498	4 308
Valeurs à l'encaissement et divers	917	687
Passif		
Opérations de trésorerie	1 919	1 260
Correspondants bancaires	1 919	1 260
Refinancements		

Autres sommes dues

5.3 Affectation des résultats de l'exercice 2004

Nature	A répartir	Affectation*
Résultat	35	
Réserve légale		5
Report à nouveau antérieur	382	
Dividende		125
Nouveau report à nouveau		287
Total	417	417

6 Résultats des cinq derniers exercices

Nature	2 000	2 001	2 002	2 003	2 004
Capital en fin d'exercice					
Capital social*	2 000	2 000	2 500	2 500	2 500
Nombre des actions ordinaires existantes	400 000	400 000	500 000	500 000	500 000
Opérations et résultats de l'exercice*					
Chiffre d'affaires	6 261	6 719	7 235	7 181	8 614
Bénéfice avant impôts, amortissements et provisions	2 294	2 268	2 007	2 471	2 635
Impôt sur les bénéfices	289	87	6	280	19
Bénéfice après impôts, amortissements et provisions	365	160	10	233	35
Résultat par action***					
Après impôts, avant amortissements et provisions	5 192	3 685	5 183	4 380	5 232
Après impôts, amortissements et provisions	912	401	21	466	70
Personnel					
Effectifs moyens des salariés pendant l'exercice	156	154	156	155	154
Montant de la masse salariale de l'exercice*	1 005	1 056	1 236	1 244	1 268
Sommes versées au titre des avantages sociaux*	80	179	180	153	210